

En marge du 31e sommet de l'Union africaine Les dirigeants de la CEEAC se concertent



Le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba a présidé une réunion de concertation de la CEEAC.



Une phase de la réunion.

O. N.
Libreville/Gabon

C'était à la faveur d'une réunion présidée par le chef de l'Etat Ali Bongo Ondimba, en sa qualité de président en exercice de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC).

EN marge de la 31e session ordinaire de la Conférence

des chefs d'Etat et de gouvernement de l'Union africaine (UA) qui se tient dans la capitale mauritanienne, le président de la République, Ali Bongo Ondimba, a présidé, hier, la réunion de concertation des chefs d'Etat et de délégation de la Communauté économique des États de l'Afrique centrale (CEEAC). Plusieurs de ses pairs de la sous-région ont pris part à ce tour de table. Il s'agit notamment de Denis Sassou

Nguesso (Congo), Obiang Nguema Mbasogo (Guinée-Equatoriale), Idriss Déby Itno (Tchad). Avec ces derniers, et les représentants d'autres pays, le président en exercice de la CEEAC, a évoqué les grandes questions de l'heure au niveau de notre communauté. Cette rencontre qui s'inscrit dans la continuité des consultations régulières entre le chef de l'Etat gabonais et ses pairs de la sous-région, a permis à

l'ensemble des participants de faire un tour d'horizon sur les questions de développement, de sécurité, de paix et d'intégration. Par ailleurs, la situation particulière de la République centrafricaine (RCA) et de la République démocratique du Congo (RDC) inscrite à l'ordre du jour, a également été examinée. En outre, les chefs d'Etat du Tchad, de la Guinée-Equatoriale ainsi que le Premier ministre du Cameroun et

les représentants de Sao Tomé-e-Principe et du Burundi ont fait un exposé sur la situation politico-sécuritaire qui prévaut dans leurs pays respectifs. Enfin, tous les participants à cette rencontre ont appelé à une nécessaire solidarité de notre zone communautaire dans la prise en charge des défis et des enjeux propres à notre sous-région. Au terme de cette réunion le président Ali Bongo On-

dimba a confirmé aux délégations présentes la tenue prochaine à Lomé (Togo) d'un sommet conjoint CEEAC-CEDEAO, précédé d'une réunion ministérielle. La thématique de cette rencontre portera sur la paix, la sécurité, la radicalisation et l'extrémisme violent dans ces deux zones sous-régionales. Il s'agira aussi de donner l'occasion aux deux sous-régions d'examiner les questions d'intérêt commun.

Examen du compte administratif 2017 du conseil municipal de Libreville

Le texte obtient l'unanimité des conseillers

L.R.A.
Libreville/Gabon

Les 149 élus municipaux présents sur les 151 que compte la capitale, qui ont planché sur la gestion 2017 de Rose Christiane Ossouka Raponda, l'ont tous approuvé, vendredi dernier, lors de la session ordinaire. Occasion pour l'édile de faire un mini bilan de cette mandature qui tire à sa fin.

"EN approuvant le compte administratif 2017, le conseil municipal a, non seulement, reconnu l'orthodoxie des actes de gestion budgétaire, mais surtout, a exhorté l'ordonnateur municipal à poursuivre dans ce sens et à œuvrer encore davantage pour l'amélioration continue des performances budgétaires et financières de notre commune." L'édile de la capitale, Rose Christiane Ossouka Raponda, a de bonnes raisons d'être fière de son mandat finissant. Sa gestion 2017 a été votée à l'unanimité des conseillers présents. Ledit compte administratif, ainsi approuvé, se rapporte à un exercice budgétaire conclu sur un solde positif provisoire. Soit un montant de plus de six milliards (6 552 544 108) francs CFA. Autre motif de satisfaction pour Mme Ossouka Raponda, les trois derniers exercices budgétaires clos relevant de la gestion de son équipe ont tous été excédentaires. L'excédent

réalisé en 2014, d'un montant de plus de trois milliards (3.538.620.500) de francs CFA, a même, entièrement été absorbé par le déficit hérité des mandatures précédentes. Ce qui fait qu'au niveau du trésor public, le compte de la commune de Libreville est créditeur d'une somme globale de plus de vingt-cinq milliards (25 234 391 167) francs CFA. Un bel héritage budgétaire pour la mandature prochaine. Et, un montant considérable, note l'édile de Libreville. "Je peux vous assurer que le bureau du conseil municipal poursuivra ses efforts en vue de la mise à disposition par l'Etat de ces ressources financières". Et si les finances de Libreville se portent désormais bien, le premier magistrat de la ville pense que la rigueur, la transparence et la bonne gouvernance dont ont fait montre son équipe et elle-même y sont pour beaucoup. Et, ce n'est pas tout. Mme Ossouka rappelle aussi avoir hérité, au-delà d'un déficit budgétaire, de ressources humaines mal gérées et d'une ville au visage peu reluisant. "Grâce à l'Etat via Averda, les choses ont plutôt bien marché. Mais la conjoncture financière, traversée par le pays, a quelque peu tronqué l'efficacité des actions de cette société. Nous espérons que d'ici 2 à 3 mois tout sera rentré dans l'ordre." Cette mandature de réformes, comme la qualifie l'édile de la capitale, aura aussi lancé de nombreux chantiers. Le complexe cul-



Au nombre des officiels le gouverneur de la province de l'Estuaire, Diderot Moutsinga Kebila (1er sur la droite).

tuel et de loisirs, qui, espère la présidente du conseil municipal, sera livré avant fin décembre. La mairie du 2e arrondissement,

le centre de santé du 5e arrondissement dont les travaux sont exécutés à hauteur de 95%. Mme Ossouka Raponda n'a



Rose Christiane Ossouka Raponda a clos la session ordinaire du conseil municipal.

pas manqué de jeter un regard vers la tutelle afin que la loi sur la décentralisation se dote enfin de textes d'application. "Nous ne pouvons

pas développer le pays sans passer par les collectivités locales. Il faut donc qu'elles soient financièrement autonomes."

PROFITE DES VACANCES AVEC TON SMARTPHONE À PETIT PRIX

Gabon Telecom

30 000F

1Go Internet + 1 Heure Offerts

PROMO 25 000F

Alcatel Pixi 3

Offre valable pour les abonnés Libéris et Moov